

Corrigé exercice 15.01 : Cas Techniplus

Il s'agit ici de déterminer le lieu d'imposition compte tenu du principe de territorialité de l'IS.

La société française TECHNIPLUS exerce une partie de son activité hors du territoire national. Pour déterminer le régime applicable à ces opérations, il convient de se référer aux principes généraux.

1° Pour cette opération réalisée dans un pays n'ayant pas passé de convention avec la France, il faut rechercher si l'un des trois critères suivants est rempli :

- exercice d'une activité à travers un établissement situé au Yémen,
- exercice d'une activité par l'intermédiaire d'un représentant dépendant autonome au Yémen,
- réalisation d'opérations habituelles formant un cycle commercial complet au Yémen.

Au vu des éléments fournis, il n'apparaît pas possible de répondre favorablement à l'un de ces critères. De ce fait, les opérations réalisées doivent être fiscalisées en France, sans tenir compte de l'éventuelle analyse retenue par les autorités du Yémen.

2° S'agissant de sociétés filiales juridiquement indépendantes, il n'y aura aucune imposition en France pour ces résultats. Ces derniers seront taxés dans les pays où les filiales exercent leurs activités, en Espagne et au Portugal.

3° Pour cette succursale, établissement secondaire de la société TECHNIPLUS en Belgique, il convient d'examiner le critère retenu par la convention, à savoir l'existence d'une installation d'affaires avec un certain degré de permanence.

Dans ce cas précis, il n'y a aucun doute, les résultats réalisés par cet établissement seront imposables en Belgique et non en France.

4° Dès lors que l'agent d'affaires est indépendant, la société TECHNIPLUS n'exerce pas d'activité sur le territoire écossais. L'ensemble des opérations réalisées avec cet agent sera imposable en France.

5° Pour qualifier l'existence d'une activité en Colombie, le représentant de la société TECHNIPLUS doit être dépendant et autonome.

Dans ce cas précis, si la dépendance n'est pas contestable, puisqu'il est salarié de la société TECHNIPLUS, le représentant ne peut pas être considéré comme autonome, dès lors qu'il se contente de transmettre des informations et de suivre le bon acheminement du courrier.

En conséquence, les opérations réalisées en Colombie doivent être fiscalisées en France.

6° Pour ces opérations, il est impossible de considérer qu'elles sont la réalisation d'une activité à travers un établissement situé à Cuba.

Il n'y a pas sur place de représentant dépendant autonome.

Par contre, au vu des précisions fournies, il semble que les opérations réalisées forment un cycle commercial complet détachable des autres opérations réalisées en France.

En effet, dans ce type d'opérations, l'élément important est la localisation du pouvoir de décision. Pour cette opération, il est incontestable que les décisions sont prises sur place. De ce fait, le résultat généré par ce chantier ne sera pas imposable en France mais à Cuba.

7° Dès lors que les représentants sont dépendants et autonomes, les opérations réalisées en Ouganda par l'intermédiaire de ces personnes échappent à une imposition en France, puisqu'elles sont considérées comme provenant de l'exercice d'une activité en Ouganda.

8° Cette opération ne relève pas d'une activité extraterritoriale, puisque la Martinique, au regard des règles de territorialité en matière d'impôt sur les sociétés (ce n'est pas le cas en matière de TVA), fait partie du territoire national.

Le résultat généré par ces opérations est normalement imposable en France.